

## Note interne d'information : Inspection d'une STATION SERVICE

Date : 25/10 2007

n° de référence: GIDIC 692749

NOM DE L'INSPECTEUR ET VISA :

DEGLI ESPOSTI

HA

INSTALLATION * rayer la mention inutile	
AGENT STATION RENCONTRE M <sup>r</sup> FOURNIER	Fonction : Responsable Technique Nom : M <sup>r</sup> BONNET
COORDONNEES DE L'EXPLOITANT (qui exploite au sens ICPE la station service) Nom : CARREFOUR HYPERMARCHE Adresse : FRANCE Centre Commercial Grand Var Téléphone : 83160 LA VALETTE 04 94 14 80 00	RESEAU CONCERNE Enseigne commerciale : CARREFOUR Indépendant / Pétrolier / Grande ou Moyenne Surface / Non connu *
CACHET DE L'ENTREPRISE CARREFOUR GRAND VAR B.P. 148 83163 LA VALETTE DU VAR CEDEX Téléphone : 94.14.80.00	STATUT JURIDIQUE Propriétaire <input checked="" type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non Gérant <input type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non *
MODE DE FONCTIONNEMENT DE LA DISTRIBUTION Le mode de fonctionnement de la station correspond au cas le plus contraignant rencontré durant la durée de fonctionnement de l'installation. Par exemple, une station-service fonctionnant en libre-service avec surveillance le jour et en libre-service sans surveillance la nuit, sera considérée comme station-service en libre-service sans surveillance. (voir l'arrêté ministériel 1434 pour les définitions exactes).	
Service à la pompe Libre service sous surveillance Libre service sans surveillance * (* sans surveillance directe ou indirecte par un personnel d'exploitation présent sur le site et ayant connaissance des risques présentés par les produits manipulés et de la conduite à tenir en cas d'accident).	<input type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non * <input checked="" type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non * le jour <input checked="" type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non * la nuit si Oui appeler une personne responsable par l'interphone. immédiate Noter le temps de réaction : - minutes
SITUATION ADMINISTRATIVE * rayer la mention inutile	
Distribution carburant : <input checked="" type="radio"/> Autorisation / <input type="radio"/> Déclaration *	rubrique : 261 bis - 1434.1 *
Stockage carburant : <input checked="" type="radio"/> Autorisation / <input type="radio"/> Déclaration *	rubrique : 253 - 1432.2 *
Récépissé de DECLARATION N° du premier récépissé et date (facultatif) : N° du récépissé le plus récent et date : Date APC mesure PPA (dépt 13):	Arrêté préfectoral d'AUTORISATION Date du premier AP : Date de l'AP le plus récent : 07/07/2006 Date APC mesure PPA (dépt 13):
Le déclarant est-il l'exploitant ? <input type="radio"/> Oui / <input type="radio"/> Non *	
ACTIVITE	
Volume d'essence vendu (super, sans plomb, superéthanol) (en cas de doute : demander document comptable) 2005 : 10368 m3/an 2006 : 10070 m3/an	
Débit équivalent de la distribution en m3 / h B = essence / SP95/ SO98 / superéthanol; C = GO - FOD	
nombre de distributeurs ayant des caractéristiques identiques	18
nombre de pistolets de distribution par distributeur	2
catégorie de carburants distribués (B+C, B, C)	B+C
catégorie retenue pour le calcul (B ou C)	B
débit maximum des pistolets de la catégorie retenue	2,4
total des débits (débit maximum x nombre de distributeurs)	38,4
valeur retenue pour le calcul (total des débits pour B ; total des débits / 5 pour C)	38,4
débit équivalent (somme des valeurs retenues)	38,4 m3/h

1 : conformité administrative de la station-service

☒ oui ☐ non

## VERIFICATIONS TECHNIQUES

## RECUPERATION DE VAPEURS AU POSTE DE DECHARGEMENT DES ESSENCES

- 2-Existence du dispositif : ☒ oui ☐ non ☐ non concerné  
 3-Examen visuel de la fermeture complète du clapet ☐ oui ☒ non ☐ non concerné  
 4-Clapet en état (non abîmé par des blocages avec des objets) ☐ oui ☒ non ☐ non concerné

## RECUPERATION DE VAPEURS AUX POSTES DE DISTRIBUTION

Récupérateurs de vapeurs	
nombre de pistolets équipés	32
nombre de pistolets non équipés	0

Vérification par un laboratoire compétent de la conformité de ces dispositifs : (tous les 2 ans)  
 -date de la dernière attestation : 24/08/07 nom du laboratoire compétent TCKEIM

- 5-Etat de marche : ☒ oui ☐ non ; Conformité : ☐ oui ☒ non ☐ non concerné

## SECURITE DU DEPOTAGE

RUBRIQUE 253

## ➤ Protection contre l'incendie

- 6- Affichage « interdiction de fumer » aux abords du dépôtage : ☐ oui ☒ non  
 7- 2 extincteurs M.I.H 55B ou 70 B ( si dépôt < 500m3) : ☐ oui ☒ non ☐ non concerné  
 8- extincteur 50 kg ( si dépôt > 500m3) : ☐ oui ☐ non ☒ non concerné  
 9- vérification des extincteurs (période ou annuelle) : ☒ oui ☐ non  
 10 - sable et pelles : ☐ oui ☒ non  
 11 - formation du personnel : ☒ oui ☐ non

## ➤ Pollution des eaux

- 12- aménagement des aires de remplissage en cas d'accident : ☒ oui ☐ non  
 13- décanteur, séparateur ( présence et entretien ) : ☒ oui ☐ non

## ➤ Exploitation et entretien

- 14 -Affichage de la consigne à proximité sur conduite à tenir en cas d'accident (modalités d'entretien, façon pour prévenir le préposé responsable) : ☒ oui ☐ non

## SECURITE DE LA DISTRIBUTION

RUBRIQUE 261 BIS/ 1434

## ➤ Prévention de la pollution des eaux

- 15 - aménagement des aires de distribution pour éviter la pollution des eaux : ☒ oui ☐ non  
 16 - décanteur, séparateur ( présence et entretien ) : ☒ oui ☐ non  
 17 - présence d'un obturateur automatique au niveau du décanteur... : ☐ oui ☒ non  
 18 - produits fixant ou absorbants en cas d'écoulement d'hydrocarbures... : ☒ oui ☐ non  
 19 - distance, bouches d'égouts et caniveaux non raccordées au séparateur , > 5 m par rapport aux parois des distributeurs. : ☒ oui ☐ non

## ➤ Protection incendie

- 20 - Affichage de consignes de sécurité pour l'usager sur chaque appareil de distribution. : ☐ oui ☒ non  
 21 -1extincteur homologué 233B par îlot... : ☐ oui ☐ non ☒ non concerné  
 22 -1 bac de 100 l d'agent fixant, 1 pelle par aire de distribution... : ☒ oui ☐ non  
 23 -1 extincteur à gaz carbonique pour le tableau électrique : ☒ oui ☐ non  
 24 - vérification des extincteurs (périodique ou annuelle) : ☒ oui ☐ non  
 25 - présence de haut-parleurs... : ☒ oui ☐ non  
 26 - alarme optique ou sonore en cas d'incident : ☒ oui ☐ non  
 27 - présence de dispositifs automatiques d'extinction (libre service sans surveillance) : ☒ oui ☐ non  
 28 - vérification du dispositif automatique (périodique ou annuelle) : ☒ oui ☐ non  
 29 - présence de la commande de mise en œuvre manuelle, : ☒ oui ☐ non  
 30 - matériel électrique : présence d'un dispositif d'arrêt d'urgence et d'alerte : ☒ oui ☐ non

**Conclusion de l'inspection**

Rappel des non conformités, documents demandés, décisions prises

Système de récupération des vapeurs non conforme aux postes de distribution

Dispositif de récupération des vapeurs au poste de déchargement fortement détérioré  
procès verbal dressé.

9 f. des d'écart dressées.

**SUITES A DONNER A L'INSPECTION****1-Conformité des débits autorisés**

Pour les débits prendre en compte le débit mentionné sur la plaque de l'appareil, si celui-ci a été modifié une indication particulière doit apparaître sur le carnet métrologique ou sur une affichette placée au dos des portes du distributeurs. Le « débit réel » est en effet le débit certifié par le constructeur.

Les logiciels de régulation de débit qui limitent le débit instantané à 20m<sup>3</sup>/h, peuvent être prise en compte que s'ils ont fait l'objet d'une certification et s'ils sont non modifiables par le détenteur. ( courrier du MEDD du 16 avril 2003). Dans ce cas demander une attestation du constructeur ou de l'installateur

Si le débit équivalent calculé est supérieur de 20% à la valeur de la déclaration ou de l'autorisation, il s'agit modification notable, dans ce cas, dresser un procès verbal et mettre un arrêté de mise en demeure de déposer un dossier de régularisation. Idem si l'augmentation constaté fait basculer l'installation de la déclaration en autorisation. ( courrier du MEDD du 16 avril 2003)

Le passage en libre service sans surveillance est aussi une modification notable. ( courrier du MEDD du 16 avril 2003)

**2- Conformité du stockage et de la distribution**

**STOCKAGE (étape I) obligatoire si > 100m<sup>3</sup>/an depuis le 31/12/2004**

**Dérogation** si débit < 500 m<sup>3</sup>/an et implantés dans commune de moins de 5000 habitants.

**DISTRIBUTION (étape II)**

	A ou D avant le 5/7/2001		A ou D après le 5/7/2001 ou modifications notables	
	> 3000 m <sup>3</sup> /an	500 - 3000 m <sup>3</sup> /an	> 500 m <sup>3</sup> /an	< 500 m <sup>3</sup> /an
volume 2005				
volume 2006		> 3000 (2000 pour le GS13)		> 500 m <sup>3</sup> /an
dates d'échéances	30/09/2006	30/09/2007	05/07/2001	30/09/2007
références réglementaires	Décret du 18/04/2001 et arrêté du 17/05/2001		Arrêté du 17/05/2001	

Si les dates d'échéance ne sont pas respectées, dresser procès verbal et proposer un arrêté de mise en conformité. Pour le GS 13 vérifier la date de l'APC imposant l'étape II pour les stations service avec débit > 2000 m<sup>3</sup>/an.

**3-prescriptions techniques des arrêtés types**

Si les prescriptions ne sont pas respectées, dresser procès verbal et proposer un arrêté de mise en conformité dans le respect des consignes imposées par la démarche contradictoire.

**Nota :** Si les installations antérieures à 1985 n'ont pas eu de changements notables depuis, alors les arrêtés-type ne s'appliquent pas en l'absence d'un arrêté préfectoral, c'est à dire les points 6 à 30. (note de cadrage du MEDD du 13 janvier 2004)